

Les effets du thatchérisme dans les villes du Nord de l'Angleterre

Mark Bailoni

Les politiques économiques des gouvernements Thatcher ont polarisé aussi bien l'opinion que les territoires anglais. Les villes du Nord, bastion travailliste d'une Angleterre économiquement divisée, ont représenté un contre-pouvoir lors des années Thatcher. Affaiblies par un déclin relatif et la continuité des orientations politiques après celles-ci, il semble aujourd'hui qu'elles se soient converties aux objectifs et leviers d'une gouvernance taillée pour la concurrence territoriale.

Les réactions au lendemain du décès de Margaret Thatcher reflètent de profondes divisions sur son bilan politique. Les hommages et le recueillement contrastent avec des manifestations de joie – phénomène très rare lors de la mort d'un leader politique dans une démocratie – événements abondamment repris par les médias, sans réelle analyse de leur représentativité. Ainsi, le 9 avril 2013, le *Daily Mail*, tabloïd pro-conservateur, inscrit à sa une « *The Woman who Saved Britain* » alors que le *Daily Mirror*, tabloïd de gauche, titre avec la volonté de se démarquer « *The Woman who Divided a Nation* ». Au-delà des titres chocs de la presse tabloïd, ce sentiment reste prégnant à gauche, ainsi que dans certains territoires particulièrement marqués par la désindustrialisation et le chômage dans les années 1980. Margaret Thatcher est, en effet, souvent accusée d'avoir renforcé les inégalités et créé de nouvelles fractures sociales et territoriales¹. Quelle est la réalité de cette perception ? Est-ce que l'on peut réellement percevoir les effets des réformes thatchériennes et de la reconfiguration des politiques publiques sur les dynamiques spatiales au Royaume-Uni ? Comment expliquer la persistance d'un rejet aussi fort du thatchérisme dans certains territoires ? Peut-on entrevoir encore aujourd'hui les effets de cette politique dans les villes du Nord de l'Angleterre² ?

Le clivage Nord/Sud, une conséquence des années Thatcher ?

Le clivage Nord/Sud est l'image fréquemment utilisée pour décrire les inégalités territoriales entre les régions d'Angleterre et, au-delà, du Royaume-Uni. Elle oppose un Nord post-industriel, soumis à des difficultés économiques et sociales, à un Sud tertiaire, riche et puissant. Elle distingue un centre (le Sud) et une périphérie (le Nord). Cette représentation duale a été reprise dans les discours politiques, notamment des élus du Nord, pour réclamer davantage de moyens ou une décentralisation des pouvoirs. Beaucoup plus complexes qu'un simple clivage régional, les disparités territoriales au Royaume-Uni ont fait l'objet de nombreuses études, parfois contradictoires (Green 1988 ; Martin 1988 ; Lewis et Townsend 1989 ; Jewell 1994 ; Dorling et Thomas 2004 ; Morgan 2006 ; Bailoni 2010a ; González 2011).

Contrairement à ce qui est souvent affirmé par les détracteurs de Margaret Thatcher, ces disparités socio-économiques ne sont pas apparues au cours des années 1980. Si le thatchérisme a

¹ Voir l'éditorial du *New Statesman*, hebdomadaire de gauche de référence, « *Margaret Thatcher Still Guilty After All These Years* » publié en février 2009, au moment du 30^e anniversaire de son arrivée au pouvoir.

² Il ne serait pas pertinent d'analyser en même temps les villes d'Angleterre du Nord, d'Écosse, du Pays de Galles, voire d'Irlande du Nord. Même si ces territoires ont une histoire industrielle et urbaine relativement similaire, les conséquences et les perceptions du thatchérisme ont été différentes, du fait du contexte géopolitique interne du Royaume-Uni, État composé de plusieurs nations.

accéléral le déclin de la construction navale, de la sidérurgie ou des mines et donc la désindustrialisation du Nord (Lewis et Townsend 1989), les inégalités régionales résultent notamment de la spécialisation industrielle du Nord et du développement des systèmes financiers et donc de la concentration du pouvoir économique à Londres dès le XIX^e siècle, et sont manifestes depuis l'entre-deux-guerres et les premières crises de l'industrie britannique. Depuis, les gouvernements travaillistes et conservateurs successifs ont tenté en vain de les réduire, par des stratégies d'aménagement du territoire (équipements, infrastructures, implantation d'activités, renouveau urbain, etc.) et par des mesures économiques (incitations fiscales, politique de l'offre locale, etc.).

Le clivage Nord/Sud est véritablement devenu une question politique au cours des années 1980, conséquence de la perception de la politique économique de Margaret Thatcher. L'incompréhension ou le refus des réformes thatchériennes et la progression du chômage dans les vieilles régions industrielles en crise ont servi les discours des élus travaillistes du Nord (Morgan 2002 ; Bailoni 2010a). Du fait de la géographie économique et politique de l'Angleterre, les décisions de fermer les usines du Nord sont venues du Sud, c'est-à-dire des ministères et des grands sièges sociaux situés majoritairement à Londres. Alors est apparue l'idée que non seulement le gouvernement conservateur ne répondait pas aux problèmes du Nord, mais qu'en plus il aggravait les disparités : le thatchérisme permettait l'enrichissement du Sud au détriment du Nord (Morgan 2002 ; Tomaney 2006). Le clivage Nord/Sud a alors été interprété en termes idéologiques (Bailoni 2010a).

Les villes du Nord : un contre-pouvoir au thatchérisme

Au cours des années Thatcher, l'organisation du gouvernement local en Angleterre est également considérablement réformée. Comme le Conseil du Grand Londres (Greater London Council), les six *metropolitan county councils*³ – les conseils élus (à l'échelon départemental) des grandes conurbations du Nord – sont abolis et leurs compétences sont transférées aux conseils municipaux, à des structures non élues, dépendantes des ministères, ou, pour certaines, privatisées⁴. Les dispositifs de contrôle du budget des autorités locales sont aussi renforcés (Stoker 1991 ; Breuillard 2000). En lien avec l'approche économique du laissez-faire, le but officiel de ces réformes est de diminuer les dépenses et d'améliorer l'efficacité des services publics par la mise en concurrence des opérateurs (Stoker 1995). Mais l'enjeu est aussi politique : Margaret Thatcher entend réduire le poids politique des conseils métropolitains, puisque le parti travailliste dirige alors les grandes conurbations du Nord et ses élus cherchent à bloquer fréquemment l'application de la politique gouvernementale.

L'aménagement et les politiques d'assistance aux territoires en difficulté sont également réformés. Les moyens investis sont d'abord considérablement réduits, s'inscrivant dans une logique de désengagement de l'État dans les services publics urbains (Prestwich et Taylor 1990). Les subventions aux vieux secteurs industriels, jugés inexorablement condamnés, sont supprimées. Les programmes changent ensuite d'échelle, passant de stratégies régionales à une approche plus ciblée, concentrée sur de petits territoires urbains. Les conservateurs encouragent alors les initiatives privées dans leurs stratégies de reconversion, en créant les *urban development corporations* (UDC) ou les *enterprise zones*⁵.

³ Greater Manchester, Merseyside (autour de Liverpool), South Yorkshire (autour de Sheffield), West Yorkshire (autour de Leeds), Tyne and Wear (autour de Newcastle), West Midlands (autour de Birmingham, plus au sud).

⁴ De la même façon, dans toutes les régions (et non seulement dans les *metropolitan counties*), des logements sociaux sont vendus et les grands réseaux sont privatisés (communications, transports, eau, assainissement, gaz, électricité).

⁵ Les UDC sont des partenariats publics-privés, créés pour favoriser notamment la requalification d'anciennes friches industrielles. Agissant sur le foncier, les UDC viabilisent puis mettent à disposition d'entreprises des terrains pour réaliser des opérations immobilières. Les premières sont créées par le gouvernement en 1981 dans les Docklands de Londres et dans l'estuaire de la Mersey, autour de Liverpool. Les *enterprise zones* sont des formes de zones franches urbaines.

Toutefois, si ces dispositifs incitent les investissements privés, ils échappent au contrôle des autorités locales, dépouillant aussi les élus de leurs compétences en matière de renouvellement urbain ou de politique du logement (Breuillard 2000 ; Bailoni 2009). Ces réformes ont ainsi contribué à renforcer directement et indirectement la centralisation des pouvoirs.

« Déficit démocratique » et réactions identitaires

Les réformes économiques et politiques provoquent un véritable divorce entre le Premier ministre, qui incarne le Sud riche et conservateur, et les vieux territoires industriels travaillistes du Nord, et dont la grève des mineurs de 1984-1985 reste le symbole. Déjà minoritaire, le vote conservateur recule fortement dans le Nord de l'Angleterre au cours des années Thatcher (Morgan 2002 ; Tomaney 2006). Le clivage électoral Nord/Sud⁶ – en réalité doublé d'un clivage électoral villes/campagnes (Bailoni 2010a) – se pérennise ensuite.

Dans ce contexte électoral, la perception d'une forme de « déficit démocratique » se diffuse dans le Nord de l'Angleterre au cours des années 1980, comme, d'ailleurs, en Écosse ou au Pays de Galles, territoires majoritairement travaillistes. La politique économique est ressentie comme une forme d'injustice, voire de mépris, notamment lorsque Margaret Thatcher dénonce « la culture de la dépendance ». En parallèle à la montée des nationalismes gallois et écossais, un mouvement régionaliste se construit alors dans le Nord de l'Angleterre. Ce « régionalisme du mécontentement » (Tomaney 2006) défend l'idée que le Nord doit affirmer ses particularismes culturels, son attachement aux valeurs collectivistes ouvrières et minières et sa vision de l'État-providence. Ce clivage prend alors aussi une dimension identitaire : le Nord et le Sud de l'Angleterre formeraient deux sociétés différentes, avec des valeurs et des particularismes culturels spécifiques (Taylor 2001).

Les villes du Nord converties au thatchérisme ?

Toutefois, ce mouvement régionaliste n'aboutit à aucune réforme majeure de décentralisation dans le Nord après le retour au pouvoir des travaillistes en 1997, alors que l'Écosse, le Pays de Galles et même le Grand Londres bénéficient de la dévolution⁷. Toutefois, la dévolution est restée inachevée, car les régions du Nord n'ont bénéficié d'aucune réforme de décentralisation (Bailoni et Papin 2009).

La nécessité d'attirer de nouveaux investisseurs pour pallier le déclin des activités traditionnelles, dans un contexte économique difficile, aiguise la concurrence entre les territoires britanniques (Phelps et Tewdwr-Jones 2001 ; Charlton 2003). Dans cette perspective, toutes les grandes villes du Nord se convertissent au marketing territorial à partir des années 1990. De véritables campagnes de promotion sont initiées par les autorités locales et les milieux économiques (chambres de commerce, associations patronales, etc.), et orchestrées par des organismes opérant au niveau local ou à celui de la conurbation. Tout en essayant de se démarquer, chaque ville mise sur des arguments relativement proches : main-d'œuvre moins chère que dans le Sud, esprit du travail bien fait, savoir-faire particulier, population accueillante à l'accent chaleureux, proximité d'espaces naturels préservés, histoire et identité locales, etc. (Bailoni 2010b). De même, depuis les années Thatcher,

⁶ En 1983, les conservateurs détenaient 42 % des sièges de députés dans le Nord de l'Angleterre (régions Nord-Est, Nord-Ouest, Yorkshire and the Humber). En 1997, lors de la victoire de Tony Blair, ils n'en avaient plus que 10 %. Après les élections de 2010, pourtant gagnées par le parti conservateur, ils n'en détiennent que 27 %. Les conservateurs n'ont jamais réussi à retrouver leur niveau du début des années 1980 dans le Nord de l'Angleterre (comme en Écosse ou au Pays de Galles).

⁷ Arrivé au pouvoir en 1997, le « New Labour » de Tony Blair met en place l'une de ses principales promesses de campagne : la dévolution, vaste réforme de décentralisation, créant un nouveau pouvoir régional avec l'installation d'un parlement en Écosse, d'une assemblée nationale au Pays de Galles et une assemblée et un gouvernement en Irlande du Nord, en parallèle au processus de paix. Londres bénéficie du retour d'une autorité métropolitaine.

les dispositifs et les programmes de renouvellement urbain – essentiels pour les villes du Nord –, comme la gestion des services publics locaux, laissent une grande place aux initiatives et aux investissements privés. La gouvernance locale des territoires et des services s’est convertie aux principes d’efficacité et aux pratiques du partenariat entre acteurs privés et publics, auxquels ont été peu à peu impliqués les usagers et les citoyens (Bailoni 2009).

Ces nouvelles approches de la politique urbaine, de la gouvernance locale et du développement économique montrent que, malgré des oppositions politiques et presque identitaires, les villes du Nord ont dû se convertir aux principes du thachérisme, sur lesquels le « New Labour » de Tony Blair n’est pas réellement revenu.

Bibliographie

- Bailoni, Mark. 2009. « L’aménagement du territoire en Angleterre : New Labour, new planning ? », in Jean, Yves et Baudelle, Guy, *L’Europe. Aménager les territoires*, Paris : Armand Colin, p. 183-197.
- Bailoni, Mark. 2010a. « Le Nord de l’Angleterre, l’affirmation d’un territoire politique et identitaire », *Hérodote*, n° 137, p. 70-92.
- Bailoni, Mark. 2010b. « Les investissements étrangers au Royaume-Uni : recomposition des territoires, rivalités géopolitiques et contrecoups identitaires », *L’Espace politique*, vol. 15, n° 3. Consulté le 6 janvier 2014, URL : <http://espacepolitique.revues.org/2084>.
- Bailoni, Mark et Papin, Delphine. 2009. *Atlas géopolitique du Royaume-Uni*, Paris : Autrement.
- Breuillard, Michèle. 2000. *L’Administration locale en Grande-Bretagne, entre centralisation et régionalisation*, Paris : L’Harmattan.
- Charlton, Andrew. 2003. *Incentive Bidding for Mobile Investment: Economic Consequences and Potential Responses*, OECD Technical Paper n° 203.
- Dorling, Daniel et Thomas, Bethan. 2004. *People and Place – A 2001 Census Atlas of the UK*, Bristol : The Policy Press.
- González, Sara. 2011. « The North/South divide in Italy and England: discursive construction of regional inequality », *European Urban and Regional Studies*, vol. 18, p. 62-76.
- Green, Anne E. 1988. « The North-South divide in Great Britain: an examination of the evidence », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 13, n° 2, p. 179-198.
- Jewell, Helen M. 1994. *The North–South Divide. The Origins of the Northern Consciousness in England*, Manchester : Manchester University Press.
- Lewis, Jim et Townsend, Alan (dir.). 1989. *The North–South divide: Regional Change in Britain in the 1980s*, Londres : Paul Chapman.
- Martin, Ron. 1988. « The political economy of Britain’s North–South divide », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 13, n° 4, p. 389-418.
- Morgan, Kevin. 2002. « The English question: regional perspectives on a fractured nation », *Regional Studies*, vol. 36, n° 7, p. 797-810.
- Morgan, Kevin. 2006. « Devolution and development: territorial justice and the North–South divide », *Publius: The Journal of Federalism*, vol. 36, n° 1, p. 189-206.
- Phelps, Nicholas et Tewdwr-Jones, Mark. 2001. « Globalisation, regions and the state: exploring the limitations of economic modernisation through inward investment », *Urban Studies*, vol. 38, p. 1253-1272.
- Prestwich, Roger et Taylor, Peter. 1990. *Introduction to Regional and Urban Policy in the United Kingdom*, Londres : Longman.
- Stoker, Gerry. 1991. *The Politics of Local Government*, Londres : Palgrave Macmillan.

- Stoker, Gerry. 1995. « Grande-Bretagne : le volontarisme politique », in Lorrain, Dominique et Stoker, Gerry, *La Privatisation des services urbains en Europe*, Paris : La Découverte, p. 61-80.
- Taylor, Peter. 2001. « Which Britain? Which England? Which North? », in Morley, David et Robins, Kevin, *British Cultural Studies*, Oxford : Oxford University Press, p. 127-144.
- Tomaney, John. 2006. « The idea of English regionalism », in Hazell, Robert (dir.). *The English Question*, Manchester : Manchester University Press, p. 158-173.

Mark Bailoni est géographe, maître de conférences à l'université de Lorraine et membre du LOTERR (Laboratoire d'observation des territoires). Ses recherches portent sur les enjeux géopolitiques internes au Royaume-Uni (gouvernance, géopolitique de l'aménagement, régionalismes, constructions identitaires, etc.) et plus largement en Europe. Il travaille également sur les politiques de renouvellement urbain et économique dans les vieux territoires industriels du Nord de l'Angleterre. Il a récemment publié un *Atlas géopolitique du Royaume-Uni* (co-écrit avec Delphine Papin, Autrement, 2009), un *Atlas de Londres* (co-écrit avec Manuel Appert et Delphine Papin, Autrement, 2012) et un manuel de géopolitique, *Europe, le vieux monde en crise ?* (Ellipses, 2013).

Pour citer cet article :

Mark Bailoni, « Les effets du thatcherisme dans les villes du Nord de l'Angleterre », *Métropolitiques*, 7 février 2014. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Les-effets-du-thatcherisme-dans.html>.